



Imân wa Farah
Foi et Joie-Tchad

**Séminaire Banque Mondiale – Foi et Joie : Diffusion des opportunités
éducatives de qualité de l’Amérique Latine
Lima, 19-20 octobre 2009**

**“FOI ET JOIE TCHAD” : PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ
LA RELATION ENTRE L’ÉCOLE ET LE VILLAGE**

Sommaire

Introduction

- 1. Historique de Foi et Joie Tchad**
- 2. Dans quel contexte s’inscrit Foi et Joie Tchad ?**
Contexte général
Situation initiale de Foi et Joie au Tchad
- 3. Situation de l’éducation nationale tchadienne**
De nombreux élèves et peu de maîtres formés
Une école rurale étrangère à la vie des villages
Le Plan National d’Action : une Éducation pour tous
La complexité des défis nationaux rend difficile
l’exécution du Plan depuis ses débuts.
- 4. Une réponse à la problématique éducative tchadienne
depuis Foi et Joie.**
Un projet éducatif intégral visant à instaurer des
changements à court et moyen terme
Greffer l’école sur le village
Une expérience dans ses débuts

Conclusions

Grands défis de Foi et Joie – Tchad
Recommandations au sujet des politiques éducatives
publiques
Recommandations aux organismes internationaux



Introduction

Il est très audacieux de parler d'une expérience de quelques mois ... au regard de la longue trajectoire des "dinosaures" de « Fé y Alegria » ; néanmoins ce qu'apparemment pourrait disqualifier notre participation c'est ce qui légitime notre audace, puisque notre expérience s'inscrit dans la continuité de la vocation de Fe y Alegria. Il s'agit d'une expérience de fondation de ce mouvement en Afrique. Faisant allusion à un slogan très connu de cette institution, nous pouvons dire qu'aujourd'hui là où le goudron se termine c'est en Afrique et donc que c'est là où Fe y Alegria doit être présente. Il est donc nécessaire de faire connaître cette naissance de telle sorte qu'elle bénéficie de l'expérience des autres et jouisse de la collaboration internationale.

Foi et Joie Tchad vient de voir le jour... c'était en 2007 – avec un premier réseau rural - ... et il est de très bon augure compter sur l'appui fondamental de l'État tchadien à travers les autorités éducatives régionales. Plusieurs fonctionnaires sont d'ores et déjà affectés à l'équipe du réseau rural. Il y a d'autre part un souhait clairement exprimé que F&J soit un apport bénéfique à l'éducation tchadienne.

Il nous revient de parler de la participation de la communauté, ce que nous avons traduit, en partant de notre expérience, comme la relation entre l'école et le village. Mais avant d'arriver au thème lui-même, il est nécessaire de pénétrer dans une réalité qui est un peu lointaine du contexte latino-américain et qui, pour nous, constitue un défi. Ce qui justifie un parcours en plusieurs étapes.

Nous partirons d'un historique de Foi et Joie Tchad avant de présenter le contexte général du pays et les débuts de l'insertion de Foi et Joie Tchad.

Une vue d'ensemble sur l'éducation nationale tchadienne sera nécessaire pour mieux connaître la situation de ses élèves, de ses maîtres formés et de ses écoles rurales en relation à la vie des villages. Nous verrons aussi que, s'il est



vrai qu'existe un Plan National d'Action pour une éducation pour tous, la complexité des défis nationaux rend cependant difficile son application.

C'est ce contexte qui permet de comprendre la réponse à la problématique éducative tchadienne depuis Foi et Joie, une proposition d'éducation intégrale afin de parvenir à des changements à court et moyen terme, en cherchant à greffer l'école sur le village.

Une expérience naissante est ce que nous pouvons enfin narrer.

1. Historique de "Foi et Joie Tchad"

La naissance de « Foi et Joie » dans la région tchadienne du Guéra se situe dans le processus de rencontre vécu entre l'Église Catholique, avec comme intermédiaire les pères jésuites, et la population de cette région durant les 15 dernières années. Processus inspiré par le désir de chercher des réponses propres aux nécessités et difficultés, propres aussi. Comme tout processus de recherche, celui-ci a été marqué et orienté par l'apprentissage de l'expérience. Apprentissage des manières de vivre le propre développement effectué conjointement.

Depuis le début existait la conscience de rompre, dans cette tâche commune, avec certaines images qui aujourd'hui encore rendent difficiles l'instauration des dynamiques de développement chez la population avec laquelle est vécue cette aventure. La principale image est celle qui parle de leur idée qu'ils se font des blancs. Les Foulbés l'expriment d'une manière très sympathique en disant « Dieu est grand mais le blanc n'est pas petit » parce que, disent-ils « Dieu fit la nuit et le blanc la lanterne », « Dieu fit telle chose et blanc telle autre chose ». La technologie du blanc les éblouit, ils la désirent pour changer leur manière de vivre mais ne savent pas bien comment se l'approprier ni comment l'adapter ou faire en sorte qu'elle soit utile à leur propre environnement. Ou peut-être se rendent-ils compte que la distance dans le temps et les conditions est trop grande pour que leur rêve puisse se convertir en réalité. L'attente du blanc qui apporte l'argent et les résultats de la technologie qu'il a développée s'est donc enracinée: la voiture, la radio, la télévision, le portable, internet, la construction de puits, les médicaments,...c'est-à-dire le développement à portée de main, ne serait-ce que pour un instant.

Bien évidemment ce discours schématique a beaucoup d'une caricature. La réalité de comment est vécue la recherche de développement et la relation avec le monde moderne comporte beaucoup de nuances et il est difficile d'en



rendre compte même si elle relève de l'expérience. D'une manière ou d'une autre il sera fait en sorte de la faire apparaître au cours de la présentation.

Le point de départ a toujours été le concret de la réalité dans laquelle vit la population et notre action s'est toujours effectuée avec la participation des intéressés. Ainsi les premières réalisations ont été en rapport avec le problème de l'eau. Les habitants sollicitaient la construction de puits pour, d'une part, ne pas être tenus d'aller chercher l'eau trop loin et d'autre part, augmenter les sources d'approvisionnement.

Une fois construits les puits il a fallu faire face au manque d'eau dans les nappes phréatiques et faire en sorte que les puits aient suffisamment d'eau jusqu'à la fin de la saison sèche. C'est pourquoi s'est manifestée la nécessité de la construction de diguettes de rétention d'eau en vue du contrôle de la diminution des pluies.

Dans ces zones semi-désertiques les récoltes sont pauvres et sont l'unique ressource des agriculteurs pour satisfaire leurs différentes nécessités. C'est ainsi qu'ils vendent une bonne partie de leurs récoltes de mil à bas prix et pendant la saison sèche se fait sentir le manque d'aliments : les grainiers sont vides et le prix du mil a triplé. Pour résoudre ce problème il a été décidé, avec les habitants, de constituer un stock de sacs de mil dont il ne serait pas fait usage avant le début des pluies et qui devait être reconstitué avec les premières récoltes. Le système des banques de céréales était né.

La construction de trois salles de classe en pierre (abondante dans la région) a été la suite dans ce processus. De cette manière, non seulement était résolu le problème de l'infrastructure –auparavant les salles de classe étaient en paille– mais on visait à favoriser le début effectif des classes en septembre-octobre tout en parvenant à une assistance massive des enfants à l'école. Le module de trois salles de classe en pierre s'est étendu à la région et une quarantaine ont été construites. Dans ce processus en chaîne, après l'amélioration des infrastructures a surgi le problème des maîtres: leur rémunération et leur formation, vu que la majorité sont des maîtres communautaires, c'est-à-dire sans formation ni salaire de l'État. L'idée d'un champ scolaire collectif –communautaire– a vu le jour pour assurer ce salaire et, avec la participation de volontaires étrangers et un financement externe, a été monté un projet de formation de maîtres.

Sans en avoir l'intention une réaction en spirale s'était instaurée: la création d'un projet menait à la découverte d'un nouveau besoin qui serait satisfait grâce à un nouveau projet d'où surgirait une nouvelle problématique...



Imân wa Farah Foi et Joie-Tchad



C'est dans ce processus que naît « Foi et Joie - Tchad » comme un nouveau cercle ouvert en continuité de la spirale de développement en gestation dans la région du Guéra. « Foi et Joie » cherche à répondre à la nécessité ressentie d'une bonne éducation source des capacités d'adaptation de la modernité au propre contexte et engageant toute la communauté dans l'amélioration continue de ses conditions de vie.

2. Dans quel contexte s'inscrit Fe et Joie Tchad ?

Contexte général

La superficie du Tchad est de 1,284.000 km² et sa population avoisine les 11 millions d'habitants. Situé dans le centre de l'Afrique, sans accès à la mer, il possède une frontière commune avec six pays : le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Soudan, la République Centrafricaine et la Lybie.

Les trois régions naturelles (Savane, Sahel et Sahara) hébergent une population diverse aux caractéristiques culturelles propres : deux cents ethnies différentes, plus de cent langues – l'arabe étant la langue de communication dans tout le pays, une population musulmane dans sa grande majorité au nord et chrétienne dans le sud avec des rémanents animistes dans les deux régions.

Plus de 80% de la population du Tchad vit de l'agriculture de subsistance et de l'élevage. Les terres agricoles les plus fertiles se trouvent dans la Savane ; en revanche, les terres du Sahel sont plus propices à l'élevage.



(chèvres, moutons, bœufs, ânes et chevaux). Dans tout le pays la culture principale, base de l'alimentation, est le mil.

Le coton représentait 80% des exportations jusqu'à ce que, en 2000, commence l'exploitation du pétrole dont la production a fait quadrupler le PIB. Néanmoins, l'indice de développement humain maintient le Tchad au cinquième rang des pays les plus pauvres au monde, 80% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté.

Avec l'accès à l'indépendance, la lutte pour le pouvoir a rendu plus manifestes les différences ethnoculturelles sans laisser présager des voies de solution, se polarisant plutôt dans un conflit Nord-Sud. Cette situation a marqué les régimes politiques qui se sont succédé jusqu'à nos jours, donnant lieu à des épisodes de grande violence. Au pouvoir depuis 19 ans, l'actuel président, qui se maintient dans un contexte de rébellions permanentes générant insécurité et instabilité, ne parvient pas à donner de solution à ce conflit. La lutte ethnique et la corruption régulent toutes les relations, se substituant au droit, garant du bien-être social et d'un développement qui profite à tous. C'est ainsi que l'apparente ouverture à la modernité comporte beaucoup d'ambiguïtés aiguisées par des intérêts géopolitiques.

Contexte des débuts de Foi et Joie au Tchad

Foi et Joie fait ses débuts au Tchad avec un réseau de 17 écoles primaires rurales situées dans de petits villages¹ dans les environs de la ville de Mongo (20 000 habitants) en zone sahélienne dans le Guéra. Les collines de la région rendent difficiles les communications entre les villages du réseau auxquels on accède par des chemins sinueux durant la saison sèche. Les températures oscillent entre 13° et 47° tout au long de l'année. Le manque d'eau et la désertification sont de sérieuses menaces pour le développement présent et futur de la région.

L'habitat, sans eau ni électricité, est très rudimentaire. D'autre part, les systèmes de communications sont pauvres. Cependant, dans chaque village la majorité des familles possèdent une radio, une ou deux familles, une télévision et l'usage de la téléphonie mobile se répand rapidement grâce à la multiplication des antennes.

Santé et hygiène

Les villages, dépourvus de services de base comme l'eau potable ou le tout à l'égout, sont approvisionnés en eau de puits qui manquent des conditions minimales de salubrité, ce qui expose les consommateurs aux maladies. L'eau

¹ La taille des villages va de 1500 à 4500 habitants



est comptée dans de nombreux villages. Chacun d'entre eux possèdent un ou deux puits traditionnels situés parfois à 2 km ou plus des zones d'habitation. Ces puits sont souvent secs entre avril et mai.

L'absence de latrines est généralisée. Quand elles existent, en particulier dans quelques écoles, leur mauvais usage et entretien est fréquent par manque d'habitude. La situation de la santé et de l'hygiène est lamentable dans la majorité des villages ruraux. Seuls dans trois des dix-sept villages du réseau de « Foi et Joie » existe un dispensaire. Dans le cas des autres villages celui-ci se trouve à une distance de sept à vingt kilomètres. C'est pour cela que la majorité des femmes accouchent à la maison, aidée par la sage-femme du village mais cette situation est due parfois à la réticence des femmes ou de leurs maris à se faire voir par un infirmier.

Modèles de genre et famille

Les modèles de genre régulent les fonctions et, par conséquent, l'éducation familiale afin de garantir sa continuité dans les nouvelles familles qui se forment. C'est à l'homme ou à la femme respectivement que revient la tâche de préparer les fils ou les filles aux rôles assignés par la tradition.

Le paradigme de l'homme est d'être travailleur et courageux et d'assumer les frais de l'entretien de la famille: alimentation, vêtement, construction de la maison, santé, etc... C'est lui qui détient l'autorité dans la famille et le village, prend les décisions, participe aux assemblées. Les femmes, selon leurs propres expressions, "suivent le mari". Quant au statut des enfants il est quasiment de soumission totale. L' "épouse idéale" est celle qui est soumise, fidèle à son mari et surtout, féconde. Elle doit respecter les parents de son mari. Elle prépare le repas, va chercher l'eau et le bois pour la maison, contribue à l'économie de la famille en cultivant un champ d'arachide, de sésame ou de gombo, elle peut même avoir un petit commerce.

À partir de 15 ans l'homme peut choisir sa conjointe mais parfois elle peut lui être imposée par ses parents avec comme conséquences possibles le divorce ou la polygamie. Quant à la femme, à partir de 12 ou 13 ans le mari lui est imposé contre versement à ses parents d'une dote estimée entre 150 et 200 euros.

Les familles sont généralement polygames et nombreuses, de deux à neuf enfants par épouse. L'imposition de l'épouse n'est pas la seule cause de la polygamie; il y en a d'autres comme la stérilité de la première épouse ou la femme ne correspond pas au modèle féminin imposé par la société. En cas de divorce la femme part avec les enfants les plus jeunes qui peuvent revenir plus tard avec leur père si celui-ci le désire, rendant plus difficile leur éducation

La présence dans les familles de parents plus ou moins proches dont l'entretien retombe sur le père est fréquente.



C'est le mari qui gère l'argent et la réserve de mil afin d'éviter les conflits entre les épouses. Dans une famille monogame la gestion des biens de la famille est communément confiée à l'épouse parce qu'elle dépense en général moins que l'homme. Même si l'on reconnaît à la femme un rôle positif dans l'économie familiale elle n'en reste pas moins reléguée. Les disparités de genre opèrent à tous les niveaux de la société.

Aspects économiques

Deux types de production agricole coexistent dans les villages conformant le réseau rural : l'une pour la consommation (mil² – aliment de base de la population – sésame, arachide, gombo,...), l'autre pour le commerce (piments, tomates, tabac, patates douces, oignons,...) Quelques villages produisent aussi des mangues, des goyaves, des citrons,...etc. L'agriculture dépend entièrement de la qualité des sols et des pluies, insuffisantes ces dernières années. L'élevage de chèvres, bœufs, chevaux et ânes est principalement destiné à la vente, au transport ou aux travaux des champs.

Les mois d'août et septembre sont les moments les plus difficiles dans les villages du fait de l'épuisement des réserves qui oblige les familles à s'endetter auprès des commerçants qui touchent des intérêts élevés. Les grainiers familiaux traditionnels pour la conservation des réserves de produits agricoles d'une saison à l'autre sont complétés par les banques de céréales, nées dans les années 90 pour pallier la menace permanente de la famine et les situations d'exploitation qu'elle provoque.

En plus des activités agricoles et d'élevage, on trouve l'artisanat (production d'huile à la presse, la forge, le tressage des nattes, la céramique, la fabrication de briques, de filets pour le transport des charges, gourdes de bois,...) et le commerce de produits de première nécessité (savon, sucre, thé, vêtements, crèmes,...).

Administration de l'État et organisation traditionnelle.

Les deux sont juxtaposées, les liens traditionnels ayant le pas dans la vie sociale. L'administration étatique ne parvient pas à prendre ses distances, ce qui est souvent facteur d'inefficacité. Dans les villages le pouvoir politique est vertical et se concentre sur le chef de village en dernier recours. Cependant, le pouvoir est partagé et il existe différentes instances de participation.

² La récolte maximale par famille peut atteindre les 2 tons (20 sacx de 100 K).



3. Situation de l'éducation nationale tchadienne, en particulier dans la région rurale du Guéra.

Beaucoup d'élèves et peu de maîtres formés.

Selon le diagnostic même du Plan National d'Éducation, les conditions matérielles et pédagogiques des écoles sont médiocres. L'infrastructure est inadaptée, exiguë et l'entretien fait défaut. Les manuels scolaires sont insuffisants et souvent obsolètes et éloignés de la réalité. Des niveaux élevés d'élèves redoublants et de désertion scolaire sont enregistrés. De plus, seulement 47% de ceux qui terminent le primaire entrent en secondaire. Un infime pourcentage la terminera, le niveau général étant de plus très inférieur aux standards internationaux. La situation des filles mérite un commentaire spécial: pour des raisons essentiellement culturelles, elles ont moins accès à l'éducation – 58% d'entre elles sont scolarisées face à 75% des garçons.

Il faut dire que le défi est immense dans une population majoritairement jeune: 47% de la population a moins de 15 ans. Dans l'enseignement élémentaire (école primaire) étudient 924 000 élèves dans 4,028³ écoles, 38% d'entre elles rurales communautaires. La proportion élève/maître étant de 69 au niveau national, 200 dans le département du Guéra, l'offre est insuffisante. Malgré un louable effort pour augmenter le pourcentage du PIB consacré à l'éducation, le budget est encore insuffisant.

Même si les maîtres sont les mieux payés de la fonction publique, leur formation académique et pédagogique laisse beaucoup à désirer, rendant difficile une possible amélioration tant de l'enseignement que de l'apprentissage. On compte un maître formé (selon les paramètres nationaux) pour 200 élèves et dans la région du Guéra, un peu plus de 300 maîtres formés et quelque 800 maîtres communautaires (MC) ont en charge 80 000 élèves. Il faut ajouter que la profession est peu féminisée: 4% seulement du corps enseignant est composé de femmes.

Lorsque l'on parle de maîtres, il faut distinguer deux niveaux de sélection et préparation. Les Maîtres Formés sont ceux formés dans une École Normale durant une année après le baccalauréat (examen de fin de secondaire) et deux ans après le BEPC (examen à la fin des quatre premières années de secondaire). À l'issue de leur formation, ils sont intégrés à la fonction publique et reçoivent un salaire qui évolue tout au long de leur carrière, de 100 à 170 euros.

Quant aux Maîtres Communautaires, habitants d'un village élus pour remplir une fonction de remplacement par manque d'éducateurs dûment préparés, leur niveau académique est minime; dans le meilleur des cas ils ont

³ 2185 écoles publiques, 1545 communautaires, 298 privées.



le primaire complet, rarement une ou deux années de secondaire. Les Centres de Formation créés pour les mettre au niveau remplissent difficilement cette fonction : deux courtes périodes d'études de 45 et 75 jours respectivement, durant les vacances scolaires, sont programmées afin de les intégrer à la fonction publique. La rémunération des Maîtres Communautaires dépend de plus de la Banque Mondiale à laquelle tous ne sont pas inscrits – il existe une certaine quantité par école – obligeant les parents à faire des activités pour générer des entrées et assurer ainsi un revenu mensuel minime (15 euros...) à ces éducateurs improvisés. Le caractère sélectif et irrégulier des paiements est de plus source de jalousie et de conflits.

Une école rurale étrangère à la vie des villages

L'école tchadienne, particulièrement en milieu rural, est une réalité éloignée de la vie des villages dans lesquels elle ne s'inscrit pas réellement. Elle répond à des archétypes culturels différents et ne reste souvent qu'une copie mal dissimulée du système éducatif français d'il y a quelques années. L'enseignement se fait en français⁴, français, langue que la majorité ne parle pas et même ignore dans un pays dont le taux d'analphabétisme est de 67%.

La majorité des habitants envoient leurs fils à l'école, avec plus de réticence leurs filles, parce qu'ils voient en elle la porte d'accès au développement, selon leur conception. Pour eux, une personne instruite a plus de capacités pour améliorer sa vie, négocier et communiquer, leur désir le plus ardent étant de devenir fonctionnaire et s'assurer ainsi un revenu de base. Mais ils sont aussi conscients que l'école met en danger l'intégrité de la vie du village et le dépouille de ses éléments plus jeunes qui partent chercher du travail ailleurs.

La présence d'organismes, institutions et ONG de tous types d'obédience et idéologies n'a pas toujours été bénéfique pour les villages dans la mesure où ils ont contribué à associer l'école à un bénéfice immédiat et à générer dépendance et assistantat. Les paradoxes ne manquent pas. Le bénéfice d'une ration alimentaire supplémentaire pour les filles, dont l'intention est de stimuler leur assistance à l'école, comporte un effet négatif dans la mesure où elles cherchent à prolonger le plus possible leur permanence dans le niveau d'éducation primaire. L'absence de coordination entre les nombreuses institutions va à l'encontre de l'efficacité et de la continuité et ne permet pas d'atteindre les objectifs prévus.

L'État ne répond pas aux nécessités de la majorité des écoles en particulier les rurales créées à l'initiative des villageois eux-mêmes. Il ne dispose pas en particulier de suffisamment de maîtres formés ce qui pousse les

⁴ Le système éducatif tchadien a aussi l'école où l'on enseigne l'arabe le français ayant un minimum de une heure par jour. Par contre à l'école où l'apprentissage se fait en français, l'arabe a une heure par jour.



villageois à s'organiser pour recruter, parmi les leurs, les personnes avec un minimum de maîtrise de la lecture, écriture et arithmétique, qui assumeront comme ils peuvent la fonction d'enseigner à leurs enfants. C'est ainsi que se constitue la figure du Maître communautaire que la communauté assume en lui garantissant un revenu minimum.

Cette situation génère d'une part, une intéressante dynamique participative, d'autre part, exonère l'État de sa responsabilité d'assurer une bonne éducation publique. La fonction éducative des parents se concentre donc sur la gestion de leurs Associations pour garantir un salaire – en réalité un argent de poche – à leurs maîtres. Les déficiences sont nombreuses depuis les salaires insuffisants et irréguliers, la réticence de certains parents à cotiser ou à assumer les travaux collectifs au mécontentement des maîtres eux-mêmes. D'autres tensions naissent du manque d'objectivité dans la sélection des maîtres, en donnant la priorité aux liens de parenté sur les critères académiques ou pédagogiques.

De plus, aucun plan de formation ne s'inscrit dans la continuité du fait de l'inexistence de moyens pour les consolider à travers un suivi adéquat. Le manque de ressources et la dispersion des écoles, quelques fois situées dans des zones difficiles d'accès, ne permettent pas, en particulier durant la saison des pluies, un accompagnement qui stimule et consolide les acquis.

Le plan National d'Action : une Éducation pour tous (200-2015)⁵

En 2000, l'État s'est fixé un programme ambitieux pour améliorer l'Éducation Nationale dans les 15 prochaines années, avec six objectifs en relation avec:

- La petite enfance,
- L'école primaire obligatoire, en particulier pour les filles, les enfants en difficulté et les minorités ethniques,
- L'acquisition de compétences utiles pour la vie chez les jeunes et les adultes,
- L'alphabétisation, en particulier des femmes,
- L'élimination des disparités entre les sexes,
- La qualité de l'éducation.

Ces objectifs s'articulent autour de trois axes prioritaires :

- Améliorer l'accès et l'équité de l'Éducation,
- Améliorer la qualité et les conditions de l'enseignement et de l'apprentissage,
- Renforcer la formation institutionnelle en planification, gestion et suiv

⁵ République du Tchad, Plan d'Action National de l'Éducation Pour Tous (PAN/EPT) à l'an 2015, N'Djamena, septembre 2002.



La complexité des défis nationaux rend difficile l'exécution du Plan depuis ses débuts.

Les trois grands défis auxquels doit faire face le Tchad, selon les auteurs mêmes du Plan, situés au niveau écologique, politico-social, économique-financier, ne permettent pas, dans l'actualité, de voir des avancées significatives dans l'exécution du Plan.

La diversité du pays, les distances, la précarité de la vie, l'insécurité permanente sont quelques-uns des multiples obstacles qui n'ont pas permis, jusqu'à aujourd'hui, de concrétiser des stratégies efficaces afin de redresser la situation de l'éducation publique tchadienne. S'il est vrai que la capitale du pays est bien dotée en ressources humaines, celles-ci manquent dans le reste du pays ou, quand elles existent, sont infimes et sont dépourvues des conditions matérielles leur permettant d'assumer leur responsabilité de manière satisfaisante. Les programmes de formation qui ont démontré peu d'efficacité et adaptation aux nécessités tant des maîtres que de l'environnement sont reconduits. Les maîtres, y compris les formés, sont issus d'un enseignement secondaire dont les programmes, contenus et méthodes sont inchangés depuis 1984.

L'État est conscient de l'immensité de la tâche et c'est pour cela qu'il accueille toutes les initiatives qui peuvent contribuer à la réalisation de ses objectifs. Preuve en est les accords entre "Foi et Joie – Tchad" et la délégation régionale du Ministère de l'Éducation et la disposition du Ministère lui-même à signer prochainement une Convention. Cette volonté se manifeste dans la décision d'assigner plusieurs fonctionnaires au premier réseau rural créé et dans l'engagement de continuer à soutenir de cette manière l'expansion de « Foi et Joie ». C'est cet appui de l'État tchadien qui permet d'avancer une réponse à la problématique éducative nationale depuis l'expérience de "Fe y Alegria".

4. Une réponse à la problématique éducative tchadienne depuis « Fe y Alegria ».

Une offre éducative intégrale pour parvenir à des changements à court et moyen terme.

Dès le début du processus de création de son premier réseau rural en Afrique, "Foi et Joie – Tchad" se situe dans les perspectives nationales. Assumant les défis de l'éducation tchadienne, il recherche une nouvelle manière d'être dans le village qui aille au-delà des attentes mêmes des villageois. Son Projet Éducatif donne lieu à une proposition pédagogique



novatrice de transformation de la société impliquant tous les acteurs depuis l'école. La proposition n'est en rien sophistiquée : son point de départ est une analyse de la réalité, de ses atouts avec fixation d'objectifs minimums à atteindre à court terme. Elle n'est pas novatrice en soi, ce qui est novateur c'est de la faire réalité.

En cherchant, dans les débuts, à définir sa présence en terre africaine, « Foi et Joie – Tchad » s'est donné le temps d'observer le contexte et avec ce regard se propose comme mission: « Faire des écoles où les élèves, les maîtres et les parents contribuent de manière consciente à améliorer la qualité de leur vie présente et future. Les élèves sont capables de lire, écrire, compter, s'exprimer et de réaliser ensemble des activités pour le bien commun. Les maîtres ont perfectionné leur niveau académique et pédagogique et sont des éducateurs responsables. Les parents se sentent protagonistes du projet éducatif et s'impliquent, avec transparence, dans la gestion de leur école ».

À première vue cela peut sembler minimaliste et peu important. Cependant, nous sommes convaincus de répondre à la situation d'une école publique qui n'assure pas les apprentissages minimum utiles pour la vie, parce que les maîtres eux-mêmes sont héritiers d'une école médiocre éloignée de leur cadre de vie. **Le défi est celui-ci : rendre à chacun sa capacité à être acteur dans la transformation de cette école pour qu'elle redevienne pleinement intégrée à la vie réelle tout en étant appelée à construire une société éduquée capable – aujourd'hui et demain – de transformer ses propres conditions de vie.**

Greffer l'école sur le village

Les manières de procéder de la population rurale tchadienne et de « Fe et Alegria » convergent en un style particulier, celui de la participation. Dans le village, celui qui ne participe pas, par exemple qui ne cotise pas pour faire face à un imprévu qui touche une famille comme un deuil ou un accident, ou qui ne s'assied pas avec les autres sous « l'arbre de la palabre » pour chercher une solution à un problème commun, celui-là n'est pas considéré comme partie de l'ensemble. C'est une question de vie, non seulement pour le groupe en tant que tel sinon pour l'individu. On n'existe pas en dehors du groupe, que se soit le village ou le clan.

C'est pour cette raison que la participation est le fondement de notre proposition pédagogique afin de réussir à greffer l'école dans le village. Les parents veulent l'école mais son utilité jusqu'à maintenant est réduite parce qu'elle ne fait pas partie de la vie du village, elle leur est lointaine et ne leur donne donc pas tous les bénéfices qu'elle pourrait apporter. Pour que les



Imân wa Farah Foi et Joie-Tchad

parents accueillent cet élément insolite qui viendra enrichir et non déstructurer, les actions de participation existantes sont prises en compte, dotées d'une nouvelle dimension, celle de la personne comme acteur, permettant ainsi un meilleur déploiement. Le projet éducatif englobe donc l'école et le village, les maîtres, les élèves, les parents comme membres actifs de leur communauté et en conséquence responsables d'un présent et d'un futur personnel et communautaire.

L'école greffée sur le village est un instrument qui doit aider à plus de développement. Tout ce qui se fait au village doit avoir un écho dans l'école, de la même manière, tout ce qui se fait à l'école doit avoir un impact sur le village. C'est une école dans la vie et pour la vie qui est à l'œuvre dans la vie du village. Il s'agit d'un seul travail éducatif autour de thèmes qui ont à voir avec les nécessités de la vie quotidienne, articulant actions pédagogiques spécifiques et celles qui impliquent les villageois, pour donner une réponse à leurs besoins, sans perdre les richesses singulières de la culture propre tout en bénéficiant des avantages du monde moderne dans la mesure où ils leur sont utiles.

L'école ne sera donc plus un élément étranger à la vie du village, c'est-à-dire quelque chose qui ne lui sert pas : l'école doit être un outil au service du village. Une société éduquée actrice de sa propre transformation, c'est ce que nous souhaitons et ceci est l'intuition de « Fe y Alegria ».

Une expérience naissante

S'il est vrai que la mise en œuvre de cette intuition dans le contexte tchadien en est à ses débuts, c'est l'expérience vécue ces dernières années qui a permis de l'élaborer. Et il n'est pas possible de la comprendre sans une approche d'un trait fondamental de la culture africaine : la relation personnelle à travers la palabre et du temps qui lui est consacré permettant de méditer les décisions. C'est cette sagesse ancestrale qui a guidé le processus de fondation de « Foi et Joie » au Tchad, en collaboration avec la Délégation Régionale d'Éducation et les villageois.

Au niveau de l'État, la palabre – et le déroulement dans le temps qui est impliqué – a toujours précédé le document écrit, qui en est l'aboutissement. Dans chaque village, la décision d'entrer dans le mouvement éducatif « Foi et Joie » a été le résultat d'échanges et de décisions prises avec la participation des autorités traditionnelles et des villageois eux-mêmes, comme ils ont l'habitude de le faire sous l' « arbre de la palabre ».

Chaque processus est ensuite entré dans cette lente dynamique qui permet d'assimiler, s'approprier, assumer pleinement une décision entérinée. Actuellement, cette forme de participation est mise en pratique



dans 17 écoles rurales avec un plan d'intégration progressif tenant compte des aspects clés de la vie de l'école:

- 1 Décider la date du début de l'année scolaire** et donc la disposition à envoyer les enfants à l'école. Pourquoi est-ce décisif? Le début de l'année scolaire coïncide avec les travaux agricoles qui requièrent l'aide de tous conditionnant ainsi l'assistance des enfants à l'école. Fruit d'une décision collective, en 2008, les premières écoles intégrées ont réussi à avancer le début effectif des activités scolaires en comparaison aux années antérieures avec, en conséquence, davantage de jours de classe.
- 2 La rémunération et le soutien aux activités de formation des maîtres.** Comme signalé antérieurement, la majorité des maîtres sont communautaires, sélectionnés par les villageois eux-mêmes qui leur versent une rétribution mensuelle. Pour en garantir le paiement régulier, en plus d'un quota annuel, les parents réalisent des activités agricoles collectives. Ceci implique participation, organisation et gestion pour rendre efficace une manière de faire peu conventionnelle dans le système éducatif public et dans les pratiques du village.

S'il est vrai que la participation dans le cadre social est un comportement habituel des villageois, il est cependant lié à des événements ponctuels (mariage, décès, récoltes, accidents,...). Une organisation et une gestion permanente, à long terme, échappent complètement à leur horizon culturel, d'autant plus s'il s'agit de l'école. Ceci explique pourquoi la rémunération des maîtres, tout en étant une pratique existant dans tout le pays, n'est pas encore habituelle dans le village. C'est pourquoi l'expérience pilote a donné beaucoup d'importance au renforcement de la capacité d'organisation et de gestion par un travail de prise de conscience, de formation et de suivi.

Le résultat de cet effort commun a été le paiement mensuel régulier des maîtres communautaires ces deux dernières années et le soutien aux activités de formation par l'alimentation des maîtres et de l'équipe de formateurs ainsi que l'hébergement de ces derniers. Le processus n'a évidemment pas été un succès complet, en particulier la culture des champs communautaires, sans que cela affecte pour autant la régularité du paiement.

- 3 La construction de l'école de Dougoul.** Cette première construction collective s'est convertie en symbole de la participation et, donc, de l'intégration du monde de l'école dans le monde du village.

Chaque étape de sa construction a été le résultat d'une décision collective entérinée sous l'« arbre de la palabre », qui s'est concrétisée dans la



formation d'équipes de travail pour le charriage de l'eau, la fabrication des briques, le transport de la terre et autres matériaux, l'excavation de tranchées et l'édification elle-même. Tout le village a participé: hommes, femmes et enfants, chacun selon sa capacité physique.

L'utilisation de matériaux du milieu avec de nouvelles techniques dans le respect de l'environnement a permis de combiner le traditionnel et le moderne.

Le résultat en est la satisfaction d'avoir réalisé une œuvre significative dans des conditions difficiles qui se convertisse en facteur de motivation pour d'autres villages. Il y a eu apprentissage collectif et multiple, social et technique.

Conclusions

Les grands défis de Foi et Joie – Tchad

- 1 Viser des résultats tangibles dans de brefs délais pour que soit manifeste la spécificité de la proposition éducative.
- 2 Consolider l'équipe avec du personnel en nombre suffisant et capacité pour faire possible l'implantation et la croissance du mouvement.
- 3 Parvenir à sensibiliser sur la raison d'être de l'école et le vrai but de l'éducation, en surmontant les attentes erronées des familles et des maîtres, habitués à attendre de l'école un bénéfice matériel immédiat.
- 4 Créer un centre de formation qui offre aux maîtres communautaires en particulier une formation intégrale qui, dans sa conception même, concrétise la proposition éducative.
- 5 Rompre le cycle de l'assistanat accentué par la multiplicité des interventions externes.
- 6 Construire un "NOUS" avec les communautés éducatives des écoles – un "NOUS" engagé dans l'amélioration de l'éducation, impliquant chaque village dans un projet transformateur
- 7 Élargir sa vision au-delà de l'univers local, naturellement isolé du fait des distances, l'arrivée tardive du peu d'information et la précarité de la vie concentrée sur la survie.



- 8 Rechercher des synergies et établir des alliances stratégiques avec d'autres institutions afin d'avoir un plus grand impact sur l'exécution des politiques publiques du pays.

Recommandations au sujet des politiques éducatives publiques.

- 1 L'État est le premier responsable d'une éducation publique qui garantisse à tous les enfants les apprentissages de base pour une incorporation égalitaire à la société. Ceci implique, quand c'est pertinent, prendre des mesures qui facilitent l'accès des femmes au professorat.
- 2 Dans un pays de grande diversité culturelle, les politiques éducatives ne peuvent être uniformes, elles doivent plutôt répondre à une réalité et contribuer à son progrès.
- 3 Dans un pays où l'école enseigne dans une langue différente des multiples langues maternelles, la première alphabétisation devrait se faire dans la langue maternelle.

Recommandations aux organismes internationaux

- 1 Trop de programmes d'organismes internationaux opèrent dans les mêmes milieux sans coordination entre eux, sont interrompus à leur convenance sans respect pour les intéressés et sans préoccupation pour la continuité. Ceci a généré dépendance au lieu de renforcer les compétences. Il est donc recommandé de privilégier les interventions à travers des organismes et opérateurs locaux qui connaissent le terrain, assurent une continuité et visent un développement qui impliquent les membres mêmes de la communauté.